Courriel envoyé par le président du CDPC à toutes les délégations du Comité le 5 mai 2014

Madame, Monsieur,

Par la présente, je tiens à faire le point sur le projet d'avis du CDPC sur la Convention contre la manipulation des compétitions sportives élaborée par l'APES.

Comme vous le savez, le Bureau a préparé, lors de sa dernière réunion des 7 et 8 avril, un projet d'avis sur le texte des dispositions pénales (articles 15, 17 à 19, 21 à 23, 25, 26) du projet de convention à la suite de la proposition sur la procédure à suivre, que je vous ai adressée par courrier du 7 mars 2014 et qui a été acceptée par procédure écrite. Le 11 avril, le Secrétariat a envoyé ce projet d'avis à toutes les délégations du CDPC en les informant de sa transmission ultérieure à l'APES et en leur demandant si elles souhaitaient formuler des observations finales à son sujet. Il a reçu des commentaires de quelques délégations, dont un avis favorable. Certains commentaires antérieurs à la rédaction de l'avis avaient été largement pris en compte dans le projet.

Lors des négociations menées avec l'APES et au sein de ce dernier, le Bureau, les présidences du CDPC et le Secrétariat ont eu des contacts réguliers avec l'APES pour faciliter les travaux relatifs aux dispositions de droit pénal. Mon avis - partagé par le Bureau- est que les dispositions du projet de convention répondent désormais, de façon générale, aux exigences et aux souhaits du CDPC. Il convient de noter que le projet de convention de l'APES n'est pas une convention du CDPC que nous devons approuver et envoyer au Comité des Ministres après une discussion et éventuellement un vote en séance plénière. Nous sommes simplement invités à prendre une décision sur un avis concernant le projet de convention.

Dans ce contexte, c'est une chose tout à fait avérée que l'avis peut être considéré comme bénéficiant d'un large soutien de la grande majorité des délégations du CDPC conformément à nos règles habituelles sur la procédure écrite et qu'il pourrait par conséquent être envoyé par la suite à l'APES, qui a d'ailleurs été informé de l'ensemble des observations des délégations du CDPC. Dans le même temps, puisque notre session plénière aura lieu dans un mois environ, je vous informe que le point relatif au projet de convention élaboré par l'APES sera inscrit au projet d'ordre du jour pour que le CDPC ait l'opportunité d'approuver/entériner officiellement l'avis et examiner les quelques commentaires reçus à son sujet. Nous n'allons pas discuter de la convention en général (qui ne relève pas de la compétence du CDPC et au sujet de laquelle des questions peuvent être adressées au Comité des Ministres), ni examiner les dispositions pénales au-delà de ce qui est nécessaire pour réagir aux commentaires déjà reçus dans la mesure où ces derniers n'ont pas encore été repris dans le projet d'avis.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Jesper Hjortenber
Président du CDPC